

Du droit de se représenter

Par **Claude Fortin**

Cinéaste et vice-président de Paraloeil, Rimouski

Je vais, d'abord, vous raconter une anecdote. C'était à la fin des années 80, j'avais 28 ans et je terminais un baccalauréat en sciences humaines commencé sur le tard, après avoir exercé 56 métiers. Dans un cours de communications intitulé *Pratique de la vidéo 1*, où j'avais accès pour la première fois à une caméra vidéo, nous devions réaliser une fiction de cinq minutes. Mais notre professeur, qui avait frayé dans le merveilleux monde du cinéma et de la télévision, n'en finissait pas de nous dire à quel point ce milieu était dur, impitoyable et que, considérant l'aspect onéreux de sa pratique, il s'agissait en fin de compte d'un médium très difficile d'accès.

J'avais alors trouvé son constat révoltant car, étant né avec la télé, nous passions, chez moi, plus de temps devant une télé que sur des bancs d'école. Alors, j'avais donc accès à ce médium ! Et il m'en a fourni, du « matériel », ce médium ! On disait, à l'époque, que la télé était le reflet du monde qui nous entoure et de la société dans laquelle on vit. C'est de l'accès, ça, et pour pas cher ! Avec une diversité de contenu dépassant, en pratique, tout ce que les autres médiums réunis pouvaient m'offrir. Avec la télé, sans me déplacer, j'ai pratiquement accès à toutes les disciplines artistiques (ou autres), à de l'information sur tous les sujets pertinents ou non, à des livres qu'on a lus pour moi et à mille et un produits que je ne pourrai jamais me payer.

Donc, pour revenir à mon anecdote, vous comprendrez que lorsque mon professeur nous disait que le cinéma et la télé étaient des médiums très difficiles d'accès, il nous parlait plutôt de l'autre accès : l'accès à la pratique. La première image que j'ai tournée pour le petit film qu'il nous fallait faire dans le cadre de ce cours a été celle du caméra-reporter d'une chaîne de télé faisant un *vox populi* dans la rue. Au moment d'être interviewés, une amie et moi, on lui vole sa caméra et on s'enfuit en courant. Ceci est devenu mon premier long métrage, intitulé *Le Voleur de caméra*. Je m'étais donc approprié le moyen de production de ce médium cinématographique.

Mais, n'ayant étudié ni en cinéma ni en communications, mes premières images – après avoir volé la caméra – étaient naïves et très amateurs. Je cherchais autour de moi, je jouais moi-même mon personnage. Et, en pratiquant de la sorte, je prenais conscience de plusieurs choses au sujet de l'image. Je ne regardais plus la télé ni les films de la même manière. Je m'apercevais aussi que les images que je voyais à la télé ne ressemblaient pas aux miennes, malgré le fait que, même moi, j'essayais de refléter mon environnement.

Il faut tout de même se rappeler qu'à cette période de la fin des années 80, celle où nous étions dans la vingtaine, était difficile : chômage, aide sociale, dette d'études à 16 % d'intérêts... Comme plusieurs autres de ma génération, j'avais l'impression que nous étions mal représentés dans pratiquement toutes les sphères de la société et dans les médias. Dans mon premier film, j'ai donc aussi fait un manifeste du FRIP, le Front pour la réappropriation des images du peuple, dans lequel je revendiquais le vol de caméra en question, ainsi que le droit de nous représenter nous-mêmes et ce, en exigeant 25 % de la grille horaire, pourcentage correspondant à ce que nous représentions démographiquement.

Si j'ai réussi à finir ce film, c'est évidemment parce que je croyais avoir une idée qui valait le coup, mais aussi grâce à l'aide sociale qui m'a permis d'avoir du temps, au programme de bourses pour les premières œuvres du Conseil des arts et des lettres du Québec et, surtout, grâce à Main Film, un centre en arts médiatiques qui m'a permis d'avoir accès aux outils, aux services et au savoir-faire qui m'étaient nécessaires pour mener à terme mon projet.

Aujourd'hui, ma copine et moi, notre fils de sept ans ainsi que notre compagnie de production sommes établis à Sainte-Françoise, village de 500 habitants situé près de Trois-Pistoles. Nous venons de terminer notre troisième long métrage, tourné en partie à Montréal, en Gaspésie et chez nous. Lorsque nous avons quitté Montréal, les gens de notre milieu ne comprenaient pas comment nous pourrions vivre de notre art là-bas. Nous l'avons d'abord fait pour nous donner une qualité de vie et, après coup, nous nous sommes aperçus que nous avions ainsi l'occasion

de côtoyer beaucoup de gens qui ne sont pas de notre milieu et qu'il s'agissait là d'une richesse, car à Montréal, le milieu tend à s'autosuffire. Bien entendu, faire des films en région entraîne quelques difficultés et augmente certains coûts, les services spécialisés n'étant parfois accessibles qu'à Montréal. Mais, à d'autres égards, il y a en région de nombreuses sources d'inspiration peu exploitées, la possibilité de faire des économies substantielles, et puis, il y a beaucoup moins de trafic...

En 2000, lorsque nous sommes arrivés dans la région du Bas-Saint-Laurent, nous avons rencontré Françoise Dugré, fondatrice d'un organisme à but non lucratif qui réalisait déjà de petits projets de diffusion, de documentaire, de vidéo d'art ; des projets qui ne se rendaient pas en région autrement. Mais l'idée de Françoise était de mettre sur pied un centre en arts médiatiques consacré à la diffusion mais aussi à la production, ce qui n'était pas évident. Pour convaincre les conseils des arts et les autorités locales de l'importance de créer le premier centre en arts médiatiques à l'est de Québec, il nous a fallu soulever plusieurs arguments pour sensibiliser les subventionneurs nationaux à notre réalité régionale, mais aussi pour faire comprendre aux instances locales l'impact structurant qu'un tel centre pourrait avoir sur la communauté artistique et sur l'ensemble de la collectivité.

Argumentaire

Voici certains arguments que nous avons alors mis de l'avant :

Arguments culturels :

- favoriser le retour, après l'université, des étudiants ayant opté pour une formation en langage médiatique au Cégep de Rimouski ;
- inciter le retour des artistes originaires de la région, mais résidant à Montréal et à Québec, par l'accès à des outils et à des services ;
- attirer des artistes en provenance des grands centres ;
- établir un lien entre le nombre peu élevé de vidéastes dans la région et le manque de ressources (outils et services) ;
- faire valoir l'importance de couvrir un plus vaste territoire que ceux desservis par les autres centres.

Arguments socioéconomiques :

- donner accès à des outils de création et de communication (devenus moins onéreux grâce au procédé numérique), tant aux artistes qu'aux milieux communautaires. (Nous avons d'ailleurs choisi de nommer notre organisme Centre d'accès en arts médiatiques et non pas Centre d'artiste...);
- se donner la possibilité de fabriquer des images reliées à nos réalités régionales ;
- augmenter l'offre culturelle et stimuler la pratique artistique, car ils sont des facteurs qui contribuent à maintenir la présence des jeunes en région, d'atouts pour attirer de nouvelles populations, et une source de fierté pour la population locale.

Arguments politiques :

- démontrer le déficit inhérent à la représentation médiatique en région, ainsi que ses conséquences (il n'y a qu'à imaginer l'effet qu'aurait ce déficit médiatique au chapitre national si le Québec et le Canada ne soutenaient ni le cinéma ni la télé...);
- faire valoir le fait que la population du Bas-Saint-Laurent a le droit de se représenter elle-même, par l'entremise de documentaires et de fictions, tout comme elle a celui d'avoir sa culture spécifique ;
- se donner du pouvoir médiatique car, aujourd'hui, c'est aussi important que de se donner un pouvoir politique.

À l'été 2000, les membres du conseil d'administration de Paraloeil entreprenaient donc des démarches afin de créer ce centre d'accès en arts médiatiques. Un an plus tard (été 2001), des

subventions nous permettaient d'avoir un premier local et une employée. Mais, c'est à l'été 2002 qu'un grand pas est franchi : pour la première fois, nous obtenons un financement pour acquérir des équipements de tournage et de montage, ainsi qu'une aide financière au fonctionnement. Nous faisons également l'acquisition du premier cinéma de Rimouski, l'Audito, un bâtiment d'un certain âge qui nécessite des rénovations, mais qui est fonctionnel et équipé de deux projecteurs 35 mm. Celui qui en était alors propriétaire, voyant dans le travail de Paraloeil la poursuite d'une mission similaire à la sienne, nous fit une offre si intéressante que nous pourrions le qualifier de mécène.

Aujourd'hui, Paraloeil a quatre employés. Il loge dans un cinéma qui contient trois salles servant autant à ses propres activités de production et de diffusion qu'aux activités d'un grand nombre d'organismes culturels de Rimouski.

Avec ses équipements et ses salles, Paraloeil a la capacité de fournir un important soutien à des projets d'artistes et d'autres organismes culturels ou communautaires. Nos récentes possibilités d'action, ainsi que l'émergence de nouveaux groupes culturels actifs en arts visuels et en musique dans la région, créent actuellement une synergie que peu d'événements, même importants, peuvent susciter, car Paraloeil est un lieu où des artistes et des groupes produisent et diffusent des créations d'ici et d'ailleurs, et ce, jour après jour. Il s'agit déjà d'un projet structurant et ancré dans la communauté.

Bien entendu, son financement est encore précaire et dépend de près d'une dizaine de programmes (gouvernementaux, paragouvernementaux et locaux) mais, malheureusement, la municipalité n'a pas encore trouvé le moyen de soutenir concrètement l'organisme. Pourtant, l'investissement de ses fondateurs et fondatrices ainsi que celui du milieu sont considérables.

Paraloeil n'accueille peut-être pas les grandes vedettes nationales, mais ceux et celles qui y viennent sont en contact direct avec un public curieux et des artistes d'ici intéressés à échanger sur leur pratique artistique. Les productions présentées ne sont pas celles des grandes salles prestigieuses, mais des productions avec lesquelles le public développe une proximité. L'art qu'on peut voir reflète aussi le monde si près de nous, qui nous entoure...

Les autorités des municipalités avoisinantes devraient également être en mesure d'aider des initiatives culturelles qui sont structurantes, présentes au jour le jour et qui ont des effets durables, puisqu'elles transmettent à la communauté des savoirs et des pratiques qui améliorent la qualité de vie autant que le sentiment d'appartenance.

Par le cinéma, la télé, la vidéo ou les arts médiatiques, dont la pratique est aujourd'hui possible à une fraction des coûts d'il y a 10 ans, nous avons la capacité de refléter le monde qui nous entoure. Ainsi nous pourrions aussi penser à notre milieu. Sinon, qui saura y penser ? Hollywood ?